



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/450

S/19995

7 juillet 1988

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-troisième session
Point 36 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-troisième année

Lettre datée du 6 juillet 1988, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Botswana auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des communiqués de presse publiés par le Cabinet du Président le 5 juillet 1988. Je vous serais obligé de bien vouloir les faire distribuer comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 36 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Legwaila J. M. J. LEGWAILA

* A/43/50.

ANNEXE I

Communiqué de presse publié par le Cabinet du Président du Botswana
le 5 juillet 1988

Le Cabinet du Président a confirmé que, le mardi 28 juin, vers 22 heures, des membres des forces de défense du Botswana, barrant la route entre le village et le poste frontière de Tlokweg, ont appréhendé le ressortissant danois Charles Beahem, alias Henry Peter Coleman, tandis qu'il tentait, avec un autre homme, de franchir la frontière pour se réfugier en Afrique du Sud. Les deux hommes ont un lien direct avec le commando sud-africain qui était censé monter une opération pour libérer six saboteurs sud-africains incarcérés au Zimbabwe en attendant d'y être jugés pour des assassinats et divers actes de sabotage commis dans le pays. Le deuxième homme, que Coleman a identifié comme étant Jimmy Maguire, a échappé aux forces botswaniennes qui tentaient de l'arrêter, et on présume qu'il se trouve en Afrique du Sud.

Au cours d'entretiens ultérieurs avec des membres des forces de police botswaniennes, Henry Peter Coleman a admis avoir servi dans l'armée rhodésienne entre 1976 et 1980 et occupé ensuite un emploi d'agent de sécurité en Afrique du Sud. Il devait avoir pour rôle dans l'opération avortée de sauvetage d'amener de Maun à Harare un véhicule, où se trouvait dissimulé du matériel de communication. Les deux hommes ont abandonné le véhicule à Kasungula, du côté zimbabwéen de la frontière, lorsque les autorités du pays ont indiqué qu'il leur fallait procéder à la fouille réglementaire. Ils sont alors passés illégalement au Botswana et s'y sont procuré un avion privé qui les a amenés à Gaborone le 28 juin, c'est-à-dire la nuit où ils ont été interceptés par les forces botswaniennes.

Le ressortissant danois Charles Beahem, alias Henry Peter Coleman, a depuis été remis aux autorités du Zimbabwe, qui l'ont inculpé de diverses infractions liées à la tentative avortée de sauvetage à Harare.

Le Cabinet du Président félicite les forces de sécurité pour le rôle qu'elles ont joué dans cette opération et invite les membres du public à continuer à coopérer avec elles dans l'intérêt de la sécurité nationale.

ANNEXE II

Communiqué de presse publié par le Cabinet du Président du Botswana
le 5 juillet 1988

La police botswanaïenne signale avoir reçu aujourd'hui trois coups de téléphone anonymes à Gaborone. On en trouvera les détails ci-après :

a) A 10 h 55, la police a reçu au siège un coup de téléphone l'informant qu'une bombe avait été déposée à l'aéroport Sir Seretse Khama;

b) A 13 h 47, l'école secondaire de Naledi a reçu un coup de téléphone l'informant que trois bombes, qui exploseraient par télécommande dans un délai d'une heure, avaient été posées dans les bâtiments de l'école;

c) A 15 h 10, l'école secondaire de Naledi a reçu un autre appel déclarant, cette fois, que les forces de sécurité ne pourraient trouver les bombes "sans notre aide" et que ce concours n'interviendrait que lorsque les autorités du Botswana auraient relâché ceux que l'auteur des appels téléphoniques appelait "nos deux amis".

Après les deux premiers appels, les précautions nécessaires ont été prises à l'aéroport et à l'école secondaire de Naledi. Les locaux ont, dans les deux cas, été fouillés par la police et par des membres des forces de défense du Botswana qui n'y ont pas trouvé d'explosifs.

Les membres du public sont invités à garder leur calme face à ces nouvelles menaces et à collaborer pleinement avec les forces de sécurité.
